

Hubert Védrine a renoué le dialogue avec le Rwanda « sans repentance »

Stephen Smith

Le Monde, 15 août 2001

Le ministre français des affaires étrangères a achevé à Kinshasa, mardi soir 14 août, une tournée éclair dans cinq pays d'Afrique centrale concernés par la guerre régionale dans l'ex-Zaïre qui, depuis trois ans, aurait fait – de façon directe ou indirecte – plus de deux millions de victimes. Au terme de sauts de puce en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda et, pour finir, au Congo-Brazzaville et au Congo-Kinshasa, il a constaté que les accords de paix signés dès août 1999 ne sont toujours pas mis en œuvre par les belligérants. « *Ces accords ne sont pas appliqués. C'est précisément pour cela que je suis là, a-t-il déclaré. Les parties doivent respecter leurs engagements, c'est une question de ténacité et de persévérance.* »

D'une capitale à l'autre, Hubert Védrine a donc rappelé l'accord de paix qu'une Mission d'observation des Nations unies au Congo (Monuc) tente d'inscrire dans les faits.

Mais, en fonction du lieu où il s'exprimait, le ministre français a été entendu de façon différente. A Kinshasa, on a surtout retenu que « *l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo [était] fondamentale* » et que les voisins ne pouvaient pas justifier leur présence militaire par des « *problèmes de sécurité aux frontières* ». A Kigali, on s'est félicité d'une déclaration soulignant que « *toutes les dispositions de l'accord de paix doivent être mises en œuvre, y compris, bien sûr, le désarmement des forces qui menacent encore le Rwanda et qui pèsent sur sa sécurité* ».

Le périple du ministre français n'a pas permis de sortir de l'ambiguïté d'un plan de paix qui veut mettre fin à l'invasion du Congo en liant le retrait des troupes étrangères à la démocratisation du régime. Or, à quelques jours d'un « *prédialogue intercongolais* », qui doit s'ouvrir le 20

août, la foire d'empoigne pour la représentativité des mouvements armés et des quelque 200 partis d'opposition augure mal du « *nouvel ordre politique* » qui devrait satisfaire les États voisins au point de retirer leurs forces. D'autant que ces voisins ne sont pas nécessairement de bonne foi. Tout en répétant à Hubert Védrine leur volonté de quitter le Congo, l'Ouganda et le Rwanda mettent en place, dans les parties de l'est de l'ex-Zaïre qu'ils contrôlent, des administrations sous leur coupe pour pérenniser leur présence.

”Normalisation définitive”

Dans l'immédiat, Hubert Védrine a prêté une attention particulière aux « *forces négatives* » – miliciens extrémistes hutus et ex-soldats rwandais – aux frontières orientales du Congo, qui servent à Kigali de justification de son intervention et qui sont considérées, à Kinshasa, comme armes de la résistance contre l'occupation. Paris plaide pour un traitement dit « *humanitaire plus* » – des fonds d'aide et un programme de réinsertion – pour venir à bout du problème.

C'est également ce que vient de proposer, au terme de sa propre tournée dans la région, la ministre britannique à la coopération, Clare Short,

qui a débloqué l'équivalent de 25 millions de francs à cette fin. Mais on peut douter de la capacité des 500 observateurs de l'ONU à désarmer et persuader de revenir à la vie civile des « *forces négatives* » que l'armée rwandaise traque en vain depuis trois ans.

Le voyage de M. Védrine a surtout permis de renouer avec le Rwanda « *sans revanchisme et sans repentance* », selon la formule d'un membre de la délégation française. Lors de son tête-à-tête avec le président-général Paul Kagamé, le chef de la diplomatie française a lui-même abordé le génocide de 1994, pour lequel Paris a été mis en cause par le nouveau régime. Tout en soulignant « *la volonté de la France d'être auprès du Rwanda moderne pour un travail de reconstruction débarrassé des horreurs du passé* », M. Védrine a expliqué que « *la politique française au Rwanda a été en général injustement présentée* ».

Les comptes du passé ont ainsi été suffisamment apurés pour que, côté rwandais, on envisage une « *normalisation définitive* » de relations encore très tendues au début d'année. Lors du sommet France-Afrique, en janvier, Jacques Chirac avait menacé le Rwanda de « *sanctions* ». En mars, Paul Kagamé avait pourfendu « *la persistance d'une ancienne ligne politique vis-à-vis du Rwanda* » à Paris.